Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Religions- und Kulturgeschichte = Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle = Rivista svizzera di storia religiosa e culturale

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 115 (2021)

Artikel: Introduction au dossier thématique : communisme et christianisme au XXe siècle

Autor: Roulin, Stéphanie

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-958542

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Introduction au dossier thématique: Communisme et christianisme au XXe siècle

Stéphanie Roulin

En dépit de l'«affinité élective» qui les lie dans leurs dimensions eschatologiques et rituelles, le christianisme et le communisme «réellement existants» se sont opposés tout au long du XXe siècle. Le conflit entre eux a marqué la période, avant de perdre presque toute substance à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est. Les contributions ici réunies sont issues d'un colloque[1] qui se proposait d'élargir non seulement le champ des attitudes (trop souvent réduites à leur dimension oppositionnelle et répressive[2]), mais aussi celui des confessions considérées. Tout en intégrant les apports de la riche historiographie sur l'orthodoxie[3] et le catholicisme[4], il s'agissait de compenser certains déséquilibres. En effet, si les études sur les droites chrétiennes et l'anticommunisme aux États-Unis sont pléthoriques, celles portant les relations entre protestantisme et communisme en Europe sont plus rares.[5]

1 La manifestation scientifique s'est tenue à l'Université de Fribourg les 23 et 24 mai 2019. Je remercie Jean-François Fayet qui l'a coorganisé avec moi, grâce au soutien financier du FNS et de la Faculté des lettres et des sciences humaines. Mes remerciements s'étendent à Sophie Cœuré et Laura Pettinaroli pour leur participation au comité du colloque.

2 La perspective conflictuelle est celle retenue, par exemple, dans l'ouvrage de synthèse de Nadezhda Beljakova/Thomas Bremer/Katharina Kunter, «Es gibt keinen Gott!» Kirchen und Kommunismus. Eine Konfliktgeschichte, Freiburg i. B. 2016.

3 Thomas Bremer, Kreuz und Kreml. Geschichte der orthodoxen Kirche in Russland, Freiburg i.Br. 2016; Beljakova/Bremer/Kunter, «Es gibt keinen Gott!» (voir note 2).

4 Parmi les nombreuses études parues ces douze dernières années: Philippe Chenaux, L'Église catholique et le communisme en Europe (1917–1989), Paris 2009; Sophie Cœuré, Pierre Pascal. La Russie entre christianisme et communisme, Lausanne 2014; Laura Pettinaroli, La Politique russe du Saint-Siège (1905–1939), Rome 2015; Katrin Boeckh, Konfessionnelle Netzwerke der Russlanddeutschen. Zur Verfolgung der Katholiken in der Sowjetunion (1917–1939), in: Historisches Jahrbuch, 137 (2017), 268–303.

5 Parmi elles, les contributions de Markku Ruotsila sur la branche européenne de l'ICCC (Transnational Fundamentalist Anti-Communism: The International Council of Christian Churches) et de Bent Boel sur les opérations de contrebande de bibles de la Mission euro-

SZRKG/RSHRC/RSSRC, 115 (2021), 13–17, DOI: 10.24894/2673-3641.00079

Alliant rétrospectives historiographiques et études de cas sur l'URSS, la France, l'Italie et la Suisse, le dossier explore les modalités d'opposition puis de rapprochement sur la période allant des années 1920 aux années 1980, marquées par la sécularisation croissante des sociétés. Après-guerre, la rhétorique antitotalitaire, la dynamique œcuménique et l'avènement des droits de l'homme modifieront la relation en profondeur. Les articles identifient en outre les zones d'ombre dont la recherche doit encore s'occuper, et interrogent ce qui est demeuré de ces convergences ou de ces confrontations jusqu'à nos jours.

Le dossier ne pouvait faire l'impasse sur la discussion de la notion de religion séculière. La fortune de cette formule en a fait un lieu commun qui a pénétré jusqu'aux manuels scolaires. Pour en démontrer le caractère réducteur, Marion Labeÿ revient sur sa genèse et ses usages. Elle rappelle que, si le concept n'a été codifié qu'après la Deuxième Guerre mondiale au sein de l'école totalitaire (qu'on songe à *L'Opium des intellectuels* de Raymond Aron en 1955), il a été mûri pendant l'entre-deux-guerres par les militants de gauche en rupture avec le communisme. Les antistaliniens et autres déçus de la Révolution ont alors multiplié les analogies entre christianisme et communisme. Ils ont mis en évidence des caractéristiques partagées (doctrine, conversion, foi, système d'explication du monde, tendance au sectarisme), contribuant à banaliser le rapport de continuité entre Inquisition et répression communiste. Seul élément de rupture, le Goulag n'a pas trouvé place dans la comparaison – même chez l'ancien déporté Victor Serge qui a le plus écrit sur le sujet. En s'intéressant à l'ancrage et au rapport personnel des militants avec la religion et le politique, l'autrice révèle toutefois la diversité frappante des points de vue et des usages. Ainsi, l'analyse négative des militants marqués par l'anticléricalisme n'a-t-elle rien de commun avec celle positive de militants croyants comme Pierre Pascal. Entré «en communisme» tout en restant fidèle à sa foi catholique, ce dernier insistait sur le lien de complémentarité, non d'analogie, entre communisme et christianisme. À l'exception du cathocommunisme italien qui rendait possible une revalorisation de l'utopie révolutionnaire à la lueur de l'idéal chrétien, le concept de religion séculière a contribué à réifier les deux réalités historiques.

Barbara Martin s'intéresse pour sa part à d'autres déçus du système, ceux de la «dernière génération soviétique». La désaffection progressive de l'intelligentsia pour l'idéologie marxiste-léniniste a donné lieu à une tendance revivaliste dans les années 1970, essentiellement à Moscou et à Leningrad. Au sein de petits

péenne danoise (Bible Smuggling and Human Rights in the Cold War) dans Luc van Dongen/Stéphanie Roulin/Giles Scott-Smith (éd.), Transnational Anti-Communism, and the Cold War: Agents, Actions, and Networks. Basingstoke 2014, resp. 235–250, 263–275; et de Patrick Cabanel dans Denis Pelletier/Jean-Louis Schlegel (éd.), À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours, Paris 2012.

groupes confidentiels, certains accompagnés de figures telles que les pères Aleksandr Men' et Dmitrij Dudko, cette jeunesse issue de familles d'origine orthodoxe ou juive (mais détachées de la religion) a opéré une conversion vers l'orthodoxie. Assimilé à la dissidence voire au nationalisme, ce renouveau témoigne en réalité d'une quête de sens, d'efforts délibérés pour construire une culture plus satisfaisante. L'intérêt de ces «hippies soviétiques» pour le bouddhisme constitue un exemple parmi d'autres de dynamiques transnationales à partir du milieu des années 1960. Les plus prégnantes sont l'ouverture œcuménique et les injonctions à une apologétique positive, observables dans les autres contributions du dossier. Ainsi, les néoconvertis orthodoxes fréquentent-ils des groupes baptistes, et un cercle «Oikumena» parvient à nouer des contacts avec la communauté de Taizé en France. Barbara Martin observe toutefois des divergences entre convertis libéraux et traditionalistes. Du fait de l'opposition commune au régime communiste, elles resteront imperceptibles jusqu'à la Perestroïka. Le même phénomène de gommage des sensibilités permet à des organisations occidentales hétérogènes de collaborer – du moins pendant un temps – pour la défense des libertés religieuses à l'Est.

Les motivations des uns et des autres ne sont en effet pas toujours aussi authentiques, à l'instar de celle d'un remuant transfuge, le pasteur roumain Richard Wurmbrand, qui se sert de l'œcuménisme pour ses propres intérêts. Dans la patiente recherche qu'elle consacre aux milieux évangéliques et baptistes soviétiques, Nadezhda Beljakova montre que la dimension transnationale dans les relations entre autorités soviétiques d'une part, et communautés enregistrées et non enregistrées d'autre part, avait jusque-là été sous-estimée. L'historiographie russe avait bien relevé la concurrence entre l'instance jugée loyale sous Khrouchtchev (le All-Union Council of the Evangelical Christian Baptists en URSS, AUCECB) et celle qualifiée de dissidente et d'«Église souterraine» (le Council of Churches of the ECB et son «Groupe d'initiative»). Mais elle n'avait pas mis en évidence le fait que, tout en jouant le jeu des autorités soviétiques, l'AUCECB est parvenue à développer ses relations internationales en permettant à ses représentants de voyager à l'étranger et à des coreligionnaires européens de venir sur place. Par une stratégie méticuleuse, l'AUCECB a gagné la confiance du pouvoir communiste en contribuant à la formation d'une image positive de l'URSS à l'étranger. Par cette «diplomatie religieuse» active, elle a récupéré le contrôle de la communication avec la presse et les organisations baptistes et évangéliques occidentales. Jusqu'à la fin des années 1960, l'attention de ces dernières avait été captée par des organisations anticommunistes telles que *Voice of the Martyrs* et *Hilfsaktion Märtyrerkirche*, fondées par Wurmbrand. Après ce tournant, les récits d'horreur répandus par ce personnage trouble ont été sérieusement concurrencés par un

autre récit: celui d'une communauté baptiste tolérée et même plutôt prospère qui relativisait la notion de «pays des sans-Dieu».

L'importance des échanges directs et de la circulation des personnes dans la connaissance du terrain est également soulignée dans l'article de Sophie Cœuré. Elle étudie les itinéraires croisés de deux passeurs ayant séjourné en Russie/URSS à des époques différentes, de 1916 à 1929 pour le russisant catholique Pierre Pascal, de 1964 à 1974 pour la convertie Assia Douroff. L'autrice révèle les parallèles et les différences entre deux engagements discrets mais féconds au profit des chrétiens d'URSS. La position délicate de l'un et de l'autre en raison de leur famille restée sur place, de l'ancrage universitaire de Pascal et du statut religieux de Douroff ne s'est détendue qu'à partir des années 1960. Si la thématique des chrétiens persécutés derrière le rideau de fer est demeurée quasi confidentielle en France, le moment des accords d'Helsinki lui donne une certaine audience internationale. Il correspond à l'implication croissante de Douroff dans la circulation de samizdats (ces textes clandestins menacés de censure en URSS). Un coin du voile est ainsi levé sur une pratique souvent évoquée dans les recherches mais trop rarement détaillée.

Les contributions d'Adrian Hänni sur la Commission catholique pour l'Église Persécutée (1951–début des années 1970) et la mienne sur l'institut interconfessionnel Glaube in der 2. Welt (G2W, fondé en 1972), présentent le cas de deux organisations basées en Suisse. Héritières de l'anticommunisme chrétien des années 1930, elles en avaient repris les recettes (campagnes de prières) et reproduit certains travers (lobbying maladroit). Toutes deux parviennent néanmoins à évoluer d'un anticommunisme essentiellement défensif à une attitude apologétique, ouverte au dialogue, et orientée vers une aide plus directe aux personnes concernées. Le fait que le réseau Interdoc se soit intéressé aussi bien à la Commission qu'à G2W est révélateur d'une certaine communauté d'intérêts. Hänni qualifie cette organisation basée à La Haye et financée en grande partie par les services secrets ouest-allemands de version sécularisée de l'anticommunisme positif envisagé par la Commission. Spécialisée dans la propagande et la conduite de la guerre psychologique, Interdoc visait à propager les «valeurs occidentales». Mais plus que de dialoguer avec l'Est, il s'agissait bien de *confronter* ses citoyens. L'une des méthodes était la comparaison entre les valeurs et les niveaux de vie et de sécurité des deux modèles. L'élan de la Commission décline toutefois au début des années 1970 pour des raisons qui tenaient essentiellement à l'âge de son directeur ecclésiastique (Jan Fierens) et à des changements internes aux organisations catholiques. Par le hasard du calendrier, c'est à ce moment que démarre le processus d'Helsinki entre les pays représentants des deux blocs (1972–1975). Dans le sillage du Saint-Siège, des organisations non catholiques telles que G2W

et le Keston College de Londres saisissent alors l'opportunité pour mettre les libertés religieuses à l'agenda des négociations. Non sans peine, puisqu'elles doivent d'une part démontrer leur sérieux scientifique et la qualité de leurs informations, et d'autre part trouver une porte d'accès aux pourparlers. En tant qu'organisations non gouvernementales, elles en étaient formellement exclues. La fondation d'un réseau européen, le travail auprès des médias, ainsi que la recherche de relais diplomatiques et politiques ont été des étapes cruciales pour assurer une pénétration dont l'étendue reste encore à évaluer.

Le dossier fait donc apparaître la nécessité d'investiguer davantage l'entrelacement entre privé et public, et entre ONGs et diplomates durant la guerre froide. Parmi les principaux chantiers en cours figure la reconstruction plus précise des réseaux clandestins et des modes concrets de passage des samizdats. Ce travail présuppose de débusquer de nouvelles sources et fonds d'archives (documents d'égo-histoire, archives d'organisations religieuses et de groupes de suivi d'Helsinki, etc.) et de recourir de toute urgence à l'histoire orale, avant que les principaux acteurs et actrices de cette histoire de part et d'autre du rideau de fer n'aient disparu.

Stéphanie Roulin, PD Dr., lectrice en histoire contemporaine (Université de Fribourg) et chargée de cours (UniDistance Suisse).